

Changer le travail, c'est possible

Nombreux.es sont les salarié.e.s des entreprises de l'énergie qui, le 22 mars ont marqué leur opposition au démantèlement des services publics. De 15 à 40% de grévistes dans le groupe EDF. Des taux qui révèlent une montée en puissance des mécontentements.

Un niveau croissant de mécontentement

De la recherche à la distribution, en passant par le transport et la production, **les ingénieur.e.s, cadres, technicien.ne.s et agent.e.s de maîtrise de nos entreprises, expriment un niveau de mécontentement croissant : dégradations multiples des conditions de travail, augmentation incessante du temps de travail réel, pressions sur les rémunérations** (gel de la revalorisation des salaires). Les contraintes sur la masse salariale dans nos entreprises apparaissent totalement déconnectées de nos performances. **Au CEA, la masse consacrée à l'intéressement baisse de 30%, à cause d'une vente à perte des parts du CEA dans le capital d'AREVA, imposée par l'Etat. Une illustration des conséquences de la financiarisation pour un établissement public.**

Une financiarisation destructrice de l'emploi et du travail

Dans la totalité des secteurs, **les logiques d'externalisation pèsent sur l'emploi, contribuent à la dégradation du quotidien professionnel, de la sécurité et de la sûreté des installations.** Elles fragilisent les emplois statutaires et transfèrent les gains de productivité vers la finance.

Les stratégies de nos Directions rejoignent celles de l'Etat et de l'Union Européenne vers toujours plus de déréglementation et moins de garanties pour les usager.e.s et les salarié.e.s.

Ces stratégies profitent aux incessants jeux de filialisation et d'actionariat, par lesquels sont organisés les transferts des activités les plus rentables vers le privé. **Cette priorisation de la rentabilité financière conduit nos directions à tourner le dos aux engagements du service public ; ce qui a conduit le Comité Central d'Entreprise d'Enedis à faire usage de son droit d'alerte économique, le 15 mars dernier.**

« Les logiques d'externalisation fragilisent les emplois statutaires et transfèrent les gains de productivité vers la finance »

L'encadrement, un facteur clé pour changer la donne

Nos sociétés n'ont jamais été aussi riches, la productivité industrielle n'a cessé de croître, cela est particulièrement vrai pour le secteur de l'énergie. Au profit de qui ? Certainement pas des salarié.e.s et des usager.e.s du service public.

C'est une toute autre orientation de cette richesse créée qu'il nous faut gagner. Tout d'abord en revalorisant le travail, mais aussi en le respectant ! D'autres choix de gestions et d'organisations de travail doivent s'imposer, avec la participation de l'encadrement. Il doit pouvoir dire son mot sur le sens et les objectifs de son travail ainsi que sur les orientations de son entreprise.

Oui, il est possible d'inverser les stratégies et les logiques à l'œuvre.

L'Ufict CGT travaille dans ce sens.

Les actions du 22 mars et du 19 avril portent aussi cette exigence.

« **Compte tenu de son poids au sein de nos entreprises, la participation de l'encadrement sera l'un des facteurs clé pour changer la donne** »

